Document généré le 24 avr. 2024 17:31

Revue d'histoire de l'Amérique française

FINKEL, Alvin, *Business and Social Reform in the Thirties.* Toronto, James Lorimer, 1979, 244 p. $19.95.

Peter Southam

Volume 34, numéro 1, juin 1980

URI : https://id.erudit.org/iderudit/303845ar
DOI : https://doi.org/10.7202/303845ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Southam, P. (1980). Compte rendu de [FINKEL, Alvin, *Business and Social Reform in the Thirties.* Toronto, James Lorimer, 1979, 244 p. $19.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *34*(1), 110–112. https://doi.org/10.7202/303845ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

FINKEL, Alvin, *Business and Social Reform in the Thirties,* Toronto, James Lorimer, 1979, 244 p. $19.95.

Quand nous les comparons à la guerre et à l'immédiat après-guerre, les années 1930 paraissent relativement pauvres en réalisations tendant vers la modernisation de l'État canadien. Pourtant leur importance est capitale en ce qui concerne ce processus. Les dirigeants politiques, largement dépassés par les événements, suivent une ligne timorée et conservatrice pendant la crise. Quand ils passent à l'action, leurs initiatives s'avèrent généralement stériles à la manière de ce *New Deal* canadien conçu trop impulsivement par R.B. Bennett. Ce n'est qu'à partir de 1938, avec la publication du Rapport Purvis, que nous pouvons déceler un projet politique clair et cohérent. Mais il est en même temps évident qu'à partir de 1930 le projet d'État Providence sera élaboré et mûri, et pas nécessairement par les politiciens. À propos de cette période de gestation, il ressort une question fondamentale: quels sont les acteurs qui ont joué le rôle décisif dans la planification des nouvelles missions que l'État allait entreprendre?

Face à cette question des origines sociales des définisseurs du projet d'État Providence, l'ouvrage d'Alvin Finkel développe une riche argumentation à l'appui de la thèse qui situe les dirigeants du monde des affaires

(business leaders) dans le rôle de maîtres d'oeuvres. Le corps de l'ouvrage examine six secteurs où l'État décide d'élargir son rôle pendant les années 1930: législation sur les coalitions; règlementation du marché des produits naturels; Commission du blé; projet d'assurance-chômage; support à la construction domiciliaire; création de la Banque du Canada. Il s'agit d'initiatives qui préparent en quelque sorte la voie pour les interventions plus globales et plus permanentes qui suivront pendant les années 1940. L'auteur nous donne une vue d'ensemble des attitudes et des attentes des milieux d'affaires face à ces questions. À partir d'un dépouillement détaillé de la correspondance d'hommes publics, des procès-verbaux de commissions parlementaires, de la presse spécialisée du monde des affaires, et des positions officielles d'organisations représentatives, il réussit à démontrer clairement qu'aucune transformation significative dans le rôle de l'État ne s'effectue à cette époque sans qu'une partie importante des milieux d'affaires n'y soit favorable. Souvent les changements en question résultent directement des pressions émanant des milieux d'affaires et les milieux en question jouent généralement un rôle important dans la définition des modalités du nouveau régime. L'auteur conclut que les milieux d'affaires recherchent pendant les années 1930 un rôle accru pour l'État parce qu'ils se rendent compte que l'État est devenu un outil indispensable pour le développement du mode de production capitaliste. Plus fondamentalement l'auteur considère que par leur influence sur les politiciens, les dirigeants du monde des affaires exercent un contrôle direct sur la formation du nouveau rôle de l'État.

Ce dernier point est important. Avec raison Alvin Finkel ne se limite pas à démontrer que les milieux d'affaires sont favorables au changement. Une telle démonstration ne constituerait pas en soi une preuve que la classe capitaliste joue effectivement un rôle déterminant dans le processus d'élargissement du rôle de l'État. On peut par exemple imaginer une coïncidence conjonctuelle et temporaire entre les intérêts des milieux d'affaires et les intérêts d'autres classes sociales. En s'intéressant à la nature même des rapports qui relient le pouvoir économique et le pouvoir politique, l'auteur aborde une question dont les dimensions sont complexes. Il nous semble que le type d'analyse qu'offre la présente étude ne lui permet pas d'aboutir à des conclusions claires à ce niveau, même si cette dimension de l'ouvrage pose des questions intéressantes. L'auteur procède à un rapide examen du personnel politique et conclut à son identification aux milieux d'affaires. Selon lui, ce fait tend à démontrer que l'expérience canadienne serait conforme à la théorie sur le fonctionnement de l'hégémonie d'Antonio Gramsci, suivant laquelle une classe impose directement sa volonté à la société par l'entremise de l'État. Mais l'auteur admet que l'analyse des discours des dirigeants du monde des affaires révèle beaucoup de conflits internes entre eux: conflits entre représentants de divers secteurs, de diverses régions, de petites et de grandes entreprises. Ces constatations sembleraient plutôt favoriser l'interprétation que fait Nicos Poulantzas du rôle de l'État dans les sociétés capitalistes: l'État favoriserait à long terme le développement

du mode de production capitaliste sans pour autant subir directement l'influence de la classe capitaliste.

Il est regrettable que l'auteur n'ait pas poussé plus loin sa discussion sur les mérites respectifs des théories de Gramsci et de Poulantzas. Il semble favoriser le premier sans pour autant offrir d'arguments solides contre le second. La raison de cette faiblesse théorique provient selon nous du fait que l'auteur insiste trop dans son argumentation pour s'opposer à l'interprétation pluraliste de la croissance de l'État, interprétation qu'il présente comme dominante.

En fait, cette interprétation qui présente l'État comme agent neutre et l'action politique comme un processus de compromis entre un ensemble de groupes sociaux compte aujourd'hui fort peu d'adeptes. Il est significatif à cet égard que les politicologues et historiens que l'auteur cite comme représentant la tendance pluraliste au Canada ont tous publié pendant les années 1940. Pour appuyer la thèse de l'hégémonie et par opposition à une thèse pluraliste qui semble démodée de toute façon, Finkel considère comme marginal le rôle de tout autre acteur que l'homme d'affaires-politicien. Ceci nous paraît trop limitatif, surtout quand on sait l'importance des intellectuels et des bureaucrates dans le processus.

Un volume comme celui-ci qui traite en peu de pages de toute la gamme des activités gouvernementales pendant une décennie et étudie en même temps l'ensemble des « milieux d'affaires » — banquiers, commerçants, industriels — a l'immense mérite de présenter une vue d'ensemble. Il jette une lumière nouvelle sur plusieurs ordres de questions, allant des structures internes du capitalisme canadien aux rapports entre les régions. Enfin, il se situe dans un courant historiographique qui s'est montré particulièrement vigoureux depuis quelques années. Le fait qu'il complète à la fois en termes de périodisation et en termes thématiques d'autres ouvrages écrits dans une perspective marxiste (Naylor, Niosi, Clement), ajoute une dimension additionnelle au livre d'Alvin Finkel.

Département d'histoire
Université de Sherbrooke
PETER SOUTHAM